



## **MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE**

Maître d'ouvrage : COMMUNE DE GOUESNOU 6 Place des Fusillés – 29850 GOUESNOU

### **MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE**

**MISSION DE COORDINATION SECURITE ET  
PROTECTION DE LA SANTE – NIVEAU 2  
REHABILITATION ET EXTENSION  
DE LA SALLE OMNISPORTS DE KERLOIS**

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES**

**2017-MS-02**

**Date d'envoi à la publication : 16/01/2017**

**Date limite de réception des offres : 03/02/2017 à 17 h**

**Personne publique :** Commune de GOUESNOU

**Responsable du marché :** Monsieur Stéphane ROUDAUT, Maire de GOUESNOU

## **Article 1er - OBJET**

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (S.P.S.) de niveau 2.

## **Article 2 - IMPORTANCE DU PROJET**

L'opération concerne les travaux de réhabilitation et extension de la salle omnisports de Kerlois.

L'enveloppe financière affectée aux travaux s'élève à **1 945 000 € HT**.

La mission débutera à compter de la délivrance de l'ordre de service de démarrage des prestations.

À titre indicatif, la durée prévisionnelle des travaux est estimée à 2 ans et seront réalisés en 2 phases :

- Tranche 1, Salles arts martiaux, de juillet à fin septembre 2017 (13 semaines)
- Tranche 2, Gymnase principal et extension, de mai à fin septembre 2018 (23 semaines)

La fonction de maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement **O'Environnement Architecture** – MO BAT – Konstructif – Art Geo – Alhyange - Global Energie Service.

## **Article 3 - ÉTENDUE DE LA MISSION**

La mission de coordination est globale et comprend les phases de conception et de réalisation.

Dès désignation du ou des coordonnateurs, une réunion sera organisée dans les locaux définis par le maître d'ouvrage afin de convenir des modalités pratiques de réalisation des missions.

Maître d'ouvrage représenté par : Monsieur le Maire de Gouesnou

Nom de l'opération : Extension et réhabilitation de la salle omnisports de Kerlois

Adresse du chantier : Impasse Frégate la Découverte – 29850 Gouesnou

Nature des travaux : Réhabilitation et extension

Montant des travaux : 1 945 000 € HT

Date prévisible de début des études : Janvier 2017

Date prévisible de début de travaux : Juin 2017

Durée prévisible phase conception : 4 mois

Durée prévisible phase réalisation : 9 mois

Nombre prévisible de lots : 10 lots

Maître d'œuvre : Groupement avec mandataire O'Environnement Architecture

Bureaux d'études : MO BAT – Konstructif – Art Geo – Alhyange - Global Energie Service

OPC : MO BAT

Contrôleur technique : en cours de recrutement

Entreprises : /

#### **Article 4 - COMPÉTENCE DU COORDONNATEUR**

Le niveau de compétence du coordonnateur tel que défini à l'article R 4532-1 du Code du Travail devra lui permettre d'assurer la coordination de l'opération tant pour la phase conception que pour la phase réalisation.

Le coordonnateur doit être compétent dans le domaine de la prévention des risques professionnels et connaître les dispositions réglementaires afférentes.

L'organisme fournira le nom du ou des coordonnateurs désignés pour la présente mission (personnes physiques), leurs références professionnelles ainsi que tous les justificatifs nécessaires permettant d'attester de leur compétence au niveau requis conformément aux articles R 4532-23 et R 4532-29 du Code du Travail.

Tout changement de coordonnateur en cours de contrat devra faire l'objet d'un accord préalable du maître d'ouvrage.

Si le(s) coordonnateur(s) (personne(s) physique(s)) pour la phase conception est (sont) différent(s) du (des) coordonnateur(s) pour la phase réalisation, l'organisme devra l'indiquer et fournir les justificatifs adéquats pour chaque coordonnateur.

Dans ce cas, le passage des consignes entre la phase conception et la phase réalisation devra être formalisé par un procès-verbal signé par les deux coordonnateurs et transmis au maître d'ouvrage.

#### **Article 5 - MISSION DE COORDINATION S.P.S. de niveau 2**

La mission du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé résulte de l'application du Code du Travail, et notamment des articles R 4532-11 et R 4532-16

Sous la responsabilité du maître de l'ouvrage, il veille à ce que les principes généraux de prévention soient effectivement mis en œuvre et que les procédures réglementaires (D.R., D.I.C.T. ...) soient respectées.

Pour motiver ses exigences, le coordonnateur devra s'appuyer sur :

- l'analyse des risques,
- le décret 94.1159 du 26 décembre 1994 relatif à la coordination S.P.S. et ses textes d'application,
- le décret 65.48 du 8 janvier 1965 relatif à l'hygiène et à la sécurité dans les opérations de B.T.P.,
- le décret 91.1147 relatif à l'exécution de travaux au voisinage de réseaux aériens ou souterrains ...,
- l'instruction interministérielle portant sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie : signalisation temporaire,
- occasionnellement le décret 92.332 du 31 mars 1992,
- le décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003 relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) (J O n° 22 du 26 janvier 2003 page 1589),
- l'arrêté du 25 février 2003 modifiant l'arrêté du 7 mars 1995 modifié relatif à la formation des coordonnateurs et des formateurs de coordonnateurs en matière de sécurité et de santé ainsi qu'à l'agrément d'organismes de formation (art. R. 238-15 du code du travail) et modifiant l'arrêté du 3 octobre 1984 modifié relatif à la commission spécialisée en matière

de prévention des risques spécifiques aux secteurs du bâtiment et des travaux publics (J O n° 55 du 6 mars 2003 page 3904),

- l'Arrêté du 25 février 2003 pris pour l'application de l'article L. 235-6 du code du travail fixant une liste de travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis (J O n° 55 du 6 mars 2003 page 3903).

Il devra notamment :

- **en phase de conception**

- ⇒ constituer le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (D.I.U.O.)
- ⇒ ouvrir un registre - journal de la coordination,
- ⇒ effectuer une visite du site en compagnie du représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et du responsable d'établissement.
- ⇒ définir dès l'avant-projet sommaire, si l'opération comporte des risques particuliers et expliciter leur nature, établir en conséquence le plan général simplifié de coordination
- ⇒ définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionner dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier,
- ⇒ assurer le passage des consignes et la transmission des documents visés ci-dessus au coordonnateur de la phase de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent,
- ⇒ participer aux réunions organisées par le maître d'œuvre. A cet effet, il sera destinataire dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission, de toutes les études réalisées par celui-ci,
- ⇒ élaborer la notice de sécurité et de protection de la santé des travailleurs,
- ⇒ veiller au respect des procédures réglementaires, et notamment de Demande de Renseignements (D.R.) sur l'existence éventuelle de réseau dans la zone d'implantation des ouvrages,
- ⇒ analyser les DIAG techniques fournis par le maître d'ouvrage.

- **en phase de réalisation**

- ⇒ Préalablement au commencement des travaux, procéder avec les entreprises à l'inspection commune des lieux et arrêter les consignes d'hygiène et de sécurité ... à transmettre aux salariés de ces entreprises. Si l'opération comporte un phasage particulier on pourra recourir à une, voire plusieurs inspections communes supplémentaires,
- ⇒ organiser entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé,
- ⇒ renseigner le registre-journal, y consigner les violations des mesures de coordination, les situations de danger grave et imminent ..., transmettre au représentant du maître d'ouvrage, au maître d'œuvre, à l'OPC et aux entreprises concernées le relevé des observations formulées dans les plus brefs délais,
- ⇒ compléter en tant que de besoin le dossier d'interventions ultérieures,
- ⇒ prendre les mesures nécessaires pour que seules les personnes autorisées accèdent au chantier...

- ⇒ veiller au respect des procédures réglementaires, notamment en matière de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T.), de balisage des réseaux et de signalisation temporaire de chantier,
- ⇒ participer aux réunions hebdomadaires de chantier,
- ⇒ assurer hors rendez-vous (minimum une fois par semaine) des visites de chantier afin de veiller à l'application correcte des mesures de coordination, des procédures de travail qui interfèrent et assurer la mise à jour du registre-journal,
- ⇒ conserver le registre-journal pendant 5 ans,
- ⇒ informer sans délai le maître d'œuvre lorsqu'il constate sur le chantier,
  - un manquement à une obligation de sécurité,
  - une violation aux mesures de coordination préalablement définies,
  - une situation susceptible de générer des risques vis à vis des travailleurs,
  - la présence d'une personne non autorisée,
- ⇒ définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionner dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier,
- ⇒ assurer le passage des consignes et la transmission des documents visés ci-dessus au coordonnateur de la phase de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent,
- ⇒ participer aux réunions organisées par le maître d'œuvre. A cet effet, il sera destinataire dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission, de toutes les études réalisées par celui-ci,
- ⇒ élaborer le Plan Général de Coordination de Sécurité et de la Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.)
- ⇒ veiller au respect des procédures réglementaires, et notamment de Demande de Renseignements (D.R.) sur l'existence éventuelle de réseau dans la zone d'implantation des ouvrages,
- ⇒ aider à la rédaction de la déclaration préalable.
- ⇒ établir le projet de règlement du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISST)

• **en phase de réalisation**

- ⇒ Préalablement au commencement des travaux, procéder avec le chef d'établissement à l'inspection commune visant à définir le chantier, à préciser les voies de circulation,
- ⇒ organiser entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé,
- ⇒ renseigner le registre-journal, y consigner les violations des mesures de coordination, les situations de danger grave et imminent ..., transmettre au représentant du maître d'ouvrage, au maître d'œuvre, à l'OPC et aux entreprises concernées le relevé des observations formulées dans les plus brefs délais,
- ⇒ compléter en tant que de besoin le dossier d'interventions ultérieures,
- ⇒ prendre les mesures nécessaires pour que seules les personnes autorisées accèdent au chantier...,

- ⇒ veiller au respect des procédures réglementaires, notamment en matière de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T.), de balisage des réseaux et de signalisation temporaire de chantier,
- ⇒ participer aux réunions hebdomadaires de chantier,
- ⇒ assurer hors rendez-vous (minimum une fois par semaine) des visites de chantier afin de veiller à l'application correcte des mesures de coordination, des procédures de travail qui interfèrent et assurer la mise à jour du registre-journal,
- ⇒ conserver le registre-journal pendant 5 ans,
- ⇒ informer sans délai le maître d'œuvre lorsqu'il constate sur le chantier,
  - un manquement à une obligation de sécurité,
  - une violation aux mesures de coordination préalablement définies,
  - une situation susceptible de générer des risques vis à vis des travailleurs,
  - la présence d'une personne non autorisée,
- ⇒ tenir à jour et adapter le Plan Général de Coordination et veiller à son application,
- ⇒ examiner et procéder à l'harmonisation des PPSPS (Plans Particuliers de Sécurité et de Prévention de la Santé) établis par l'ensemble des entreprises,
- ⇒ présider et assurer le fonctionnement du C.I.S.S.C.T. (Collège Interentreprises de Sécurité et des Conditions de Travail) et proposer la constitution de ce collège,
- ⇒ organiser les relations avec les organismes de contrôle : OPPBTP, CRAM et Inspection du travail,
- ⇒ établir le règlement du collège,
- ⇒ afficher la liste nominative des membres du collège sur le chantier et le tenir à jour.

## **Article 6 - DURÉE DE L'OPÉRATION**

Le délai de réalisation des travaux, donné à titre indicatif à l'article 2 du présent CCTP, figurera dans le dossier de consultation des entreprises, dont un exemplaire sera transmis au coordonnateur par le Maître d'œuvre.

Le coordonnateur ayant reçu mission pour un chantier donné assurera la mission complète jusqu'à remise du Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (D.I.U.O.). Sa mission s'achèvera après la levée de la dernière réserve et au plus tard trois mois avant l'expiration du délai de « garantie de parfait achèvement ».

## **Article 7 - MOYENS ET AUTORITÉ DU COORDONNATEUR**

### **7.1 Moyens**

Afin de mener à bien sa mission, le coordonnateur sera destinataire de tous les documents émis par les divers intervenants concernant l'opération notamment par le maître d'œuvre, le bureau de contrôle et les entreprises.

Il aura accès au dossier complet de l'opération : dossiers d'avant-projet, projet, D.C.E. sur lequel il pourra faire toutes les remarques qu'il jugera utiles.

Il aura accès à tout moment au chantier et, s'il en existe, au bureau de chantier, au téléphone.

Si le coordonnateur de sécurité constate à quelque moment que ce soit que les moyens mis à sa disposition ou que le temps dont il dispose sont insuffisants pour le bon exercice de sa mission, il en informe le maître d'ouvrage par un mémoire motivé.

## **7.2 Autorité**

Le coordonnateur a toute latitude pour prendre les décisions qui s'imposent sur le plan de la sécurité.

Toutefois, si les décisions prises en phase de réalisation devaient avoir une incidence financière ou une incidence sur les délais, il devra en avertir immédiatement le maître de l'ouvrage. Celui-ci pourra lui demander d'étudier une autre solution permettant d'optimiser les coûts et/ou les délais.

En cas de danger (s) grave (s) et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le (s) risque (s). A ce titre, il peut faire arrêter tout ou partie d'un chantier et doit en informer sans délai le maître de l'ouvrage.

En particulier, si le coordonnateur constate en cours d'exécution la réalisation de travaux comportant des risques particuliers non décelés lors de phase d'avant-projet, il lui appartient de prendre toutes les mesures utiles afin de rédiger le plan général simplifié de coordination, avant toute poursuite du chantier.

Tout différend entre le coordonnateur S.P.S. et l'un des intervenants est soumis au maître d'ouvrage.

Il est spécifié par ailleurs, que le coordonnateur ne peut pas être chargé d'une autre fonction dans le cadre de l'opération (contrôle technique, ordonnancement et pilotage de chantier ...).